

## Covid : les parents d'élèves ravis de l'allègement du dispositif de fermeture de classe

Paris, 25 nov. 2021 (AFP) -

Dès la semaine prochaine, il n'y aura plus de fermeture de classe systématique dès le premier cas de Covid à l'école, une nouvelle mesure qui réjouit de nombreux parents, las de devoir assumer la garde forcée des enfants à domicile depuis la rentrée.

Depuis des semaines, la fédération des parents d'élèves FCPE interpelle le gouvernement sur le "casse-tête" des familles face à la garde forcée de leurs enfants en raison des fermetures de classe, systématiques dès le premier élève positif.

"Dès la semaine prochaine, lorsqu'un élève est testé positif, tous les élèves de la classe sont testés à leur tour et seuls les camarades testés positifs restent à la maison", a indiqué le ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer, scellant de facto la fin des fermetures de classe dès le premier cas chez un élève.

Le gouvernement élargit ainsi une mesure testée depuis début octobre dans 10 départements (l'Aisne, l'Ariège, la Côte-d'Or, les Landes, la Manche, le Morbihan, la Moselle, le Rhône, le Val-d'Oise et le Var).

Concrètement, soit "un laboratoire vient dans l'école", soit "on va demander aux parents de faire des tests aux enfants en ville", a précisé M. Blanquer, soulignant que ces tests seront "gratuits".

"Seuls les élèves présentant un test négatif pourront revenir en classe", a-t-il ajouté.

"Aujourd'hui, nous estimons que c'est 180.000 familles qui sont concernées par les fermetures de classe, je suis très conscient et très attentif à cette réalité", a expliqué Jean-Michel Blanquer.

Cette mesure a reçu l'assentiment des parents d'élèves. "Il est primordial que les enfants qui ne sont pas concernés par le Covid puissent apprendre en étant à l'école, c'est même là qu'on apprend le mieux", a déclaré à l'AFP Carla Dugault, co-présidente de la FCPE.

- "Dangereux", selon les enseignants-Albane, maman d'une petite fille en CP a fait les frais d'une fermeture de classe en raison d'un cas de Covid et "ça a été l'enfer", dit-elle.

"La maîtresse nous donnait plein de devoirs à faire mais comme mon mari et moi avons énormément de travail, nous ne pouvions pas suivre. Bilan des courses : c'était une frustration totale de part et d'autre", se remémore cette mère de famille trentenaire qui vit à Paris.

"S'il y a une urgence au travail, il faut bien s'en occuper mais du coup, on repoussait au maximum en retravaillant après que les enfants soient couchés, donc jusqu'à tard le soir", raconte-t-elle.

Alors "à des moments, pour ne pas mettre ma fille de 6 ans devant un dessin-animé une partie de la journée, je la mettais en visio avec ma maman basée à Lyon pour qu'elles fassent ensemble des activités manuelles à distance".

Même sentiment "d'être à mi-temps partout" pour Rebecca, mère de deux enfants de 6 et 8 ans en région parisienne. "On a eu une fermeture d'une semaine pour chacun des deux enfants, à deux semaines d'écart, mon employeur était ravi", dit ironiquement cette femme de 40 ans.

"Ca n'a pas toujours été facile de faire comprendre à mon chef que je n'étais pas en mesure de lui rendre mon travail en heure et temps, c'était très stressant, ça m'a rappelé le confinement", relate la jeune femme.

En revanche, plusieurs syndicats d'enseignants jugent "dangereux" cet allègement des mesures à l'école alors que l'épidémie "flambe".

"Cette décision va contribuer à accroître l'épidémie. Elle intervient alors que le taux d'incidence des 6-10 ans est extrêmement élevé, 346 cas pour 100.000 contre 193 pour l'ensemble de la population", a lancé le Snuipp-FSU, premier syndicat du primaire dans un communiqué.

Pour le SE-Unsa, "c'est incompréhensible". Il pointe une "désorganisation qui desservirait la lutte contre l'épidémie et ajouterait de la pression sur l'ensemble de la communauté éducative".

asm/pgs/sr

Afp le 25 nov. 21 à 17 09.